



BENOIT HAMON
MINISTRE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,
CHARGE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET DE LA CONSOMMATION

Note aux rédactions

Note aux rédactions

www.economie.gouv.fr

Paris, le 5 juin 2013

N° 645

Benoît HAMON a représenté la France lors de l'avant sommet du G8 sur la finance à utilité sociale, ouvert hier à Londres par David CAMERON

David CAMERON a ouvert l'avant-sommet du G8 consacré aux perspectives de la finance à utilité sociale pour les politiques publiques de cohésion sociale. La mise en avant du concept « *d'impact investing* » (finance à utilité sociale) et la présentation des outils dédiés, tels les « *social impact bonds* » (*des obligations d'utilité sociale*), la bourse des entreprises sociales et la banque « Big Society Capital », dotée de 600 millions de livres pour les investissements sociaux, ont animé les débats.

Le Ministre délégué à l'Economie sociale et solidaire s'est exprimé devant ses homologues des gouvernements britannique et américain, ainsi qu'un parterre d'investisseurs, de représentants des banques, et d'entreprises sociales. Si l'on compare avec les autres pays participants, la France apparaît comme ayant déjà une expérience « *d'impact investing* » très significative, bénéficiant d'un soutien public fort, et orientée vers le marché domestique.

Benoît HAMON a rappelé que la crise a créé de nouveaux besoins sociaux qui appellent une articulation réglementée des interventions de la puissance publique et des financeurs privés. La stratégie française mise en place est celle d'une co-construction entre les acteurs publics et les acteurs privés de l'économie sociale et solidaire.

En France, l'épargne solidaire finance, sous des formes très diversifiées (investisseurs directs fonds et financeurs solidaires...), la plus grande part de l'*impact investing* français, pour un montant total de 900M€ à fin 2011. L'effort français passe aussi par les fonds dédiés des grandes entreprises, par les fonds de capital-risque, mais aussi des fonds dédiés à des thématiques particulières (logement social, insertion par l'emploi, transition écologique...). Dans une acception plus large de l'*impact investing*, il inclut les associations françaises distribuant le microcrédit. Enfin le rôle joué par les acteurs publics, en particulier la Caisse des Dépôts et bpiFrance, est fondamental dans le système français. Le compartiment de la banque publique d'investissement dédié au financement de l'Economie sociale et solidaire atteindra 500 millions d'euros.



Ce déplacement a également été l'occasion pour Benoît HAMON d'échanger avec son homologue britannique Nick Hurd, avec le Président de Big Society Capital, Sir Ronald COHEN ainsi qu'avec Jonathan GREENBLATT, conseiller spécial du Président Obama sur l'innovation sociale. Ce dernier entretien a permis d'acter le principe d'un déplacement à New-York et Washington.

En marge de ce forum Benoît HAMON a déclaré : « Je me réjouis que ce sujet ait été mis à l'agenda du G8 par le Royaume-Uni, il souligne la grande actualité des problématiques de financement de l'Economie sociale et solidaire et la convergence des niveaux d'engagement, notamment entre la France et les pays anglo-saxons, même si les politiques sont ensuite différentes. »

Contact presse :

Cabinet de Benoît HAMON – Anne-Sophie DE FAUCIGNY : 01 53 18 41 04